



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement des  
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 21 novembre 2024

Pôle Carrières et Matériaux  
Rue du Cul d'Anon  
BP80145  
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 24/10/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

### **CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX**

La Clarté  
BP 21  
44410 Herbignac

**Références :** 2024-351\_INSP\_RAP\_SB\_CHARIER CM - Le Fourneau  
**Code AIOT :** 0006300283

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX implanté Le Fourneau LIRE 49530 Orée d'Anjou. L'inspection a été annoncée le 19/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Il s'agit de la première visite d'inspection depuis la délivrance de l'autorisation d'extension délivrée le 05 avril 2024.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHARIER CM - CARRIERES ET MATERIAUX
- Le Fourneau LIRE 49530 Orée d'Anjou
- Code AIOT : 0006300283
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Il s'agit d'une carrière de roches massives qui exploite un gisement de calcaire d'intérêt régional par abattage avec des explosifs. L'autorisation d'exploiter du 05 avril 2024 porte sur une emprise totale de près de 39 ha (dont env. 15 ha d'extension), une durée de 30 ans et une production maximale de 650 000 t/an.

La carrière est située en grande partie dans les zones d'expansion des crues de la Loire, avec des secteurs qui présentent une forte sensibilité environnementale (zones humides, espèces protégées, écoulements superficiels,...).

Notons qu'une faille schisteuse très localisée présente au sein du gisement a fait l'objet d'un effondrement localisé en 2023, au niveau de la paroi sud définitive de la fosse d'extraction historique.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 2.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
4	Front d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 4.2.6.2	Demande d'action corrective	1 mois
6	Produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.1.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Étude de stabilité	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
9	Surveillance particulière du couloir de la faille schisteuse	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déviations de la boire	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 3.4.2	Sans objet
2	Réalisation des travaux préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 4.1.6	Sans objet
5	Extraction	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.1.1.1	Sans objet
7	Surveillance géotechnique	Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux préliminaires à l'exploitation de l'extension sont en cours. Il y a sur le plan d'exploitation de la carrière un problème de positionnement du fond cadastral ce qui nuit à l'appréciation correcte du positionnement des installations. L'excavation est à au moins 10 m de la clôture périphérique du site (au sud, au niveau du secteur visité). Plusieurs non-conformités ont été identifiées et conduisent l'inspection des installations classées à proposer la mise en demeure de l'exploitant. Il s'agit notamment de la tenue à disposition d'un plan localisant les produits dangereux et indiquant leur quantité, de l'incomplétude du dispositif de surveillance de la faille schisteuse, de la non actualisation de l'étude de stabilité et de la non mise en place d'une procédure avec le gestionnaire de la voie passant au sud de la zone en partie effondrée et sous surveillance.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Déviation de la boire

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 3.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déviation de la boire
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les travaux en cours d'eau respectent les dispositions de l'arrêté du 28 novembre 2007 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 du Code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.2.0 (2°) de la nomenclature annexée au tableau de l'article R.214-1 du Code de l'environnement.  Les travaux en cours d'eau sont supervisés par une entreprise spécialisée dans la restauration de cours d'eau et de génie écologique.  Les travaux sont conduits de manière à éviter l'entraînement de matières en suspension et de substances polluantes vers les milieux naturels, et de préférence hors période pluvieuse.  L'exploitant informe le service chargé de la police de l'eau ainsi que l'inspection des installations classées de l'achèvement des travaux, préalablement à l'obturation de l'écoulement originel de la

boire des Filières (déconnexion du ruisseau) à travers l'emprise de la carrière. L'information susmentionnée est accompagnée d'un rapport exposant les dispositions mises en œuvre et les plans descriptifs associés.

L'obturation de l'écoulement originel de la boire des Filières à travers l'emprise de la carrière peut-être est effectué après avis formalisé de l'administration sur les aménagements réalisés.

Durant la durée de l'autorisation d'exploiter, l'exploitant s'assure du bon fonctionnement des travaux effectués et réalise, le cas échéant, l'entretien nécessaire.

La déviation de la boire des Filières et du chemin rural est prévue à travers les parcelles suivantes : 819, 820, 821 de la section 177 A et 555, 557, 558, 563, 564, 565, 720 et 883 de la section 177 G du plan cadastral de la commune d'Orée-d'Anjou (Cf. plan de localisation des portions de boire supprimées et déviées à annexe).

**Constats :**

Les travaux relatifs à la déviation de la boire sont en cours. En particulier, des opérations de nettoyage des terrains (débroussaillage,...) et de piquetage du tracé de la future boire sont en cours. Une entreprise spécialisée dans la restauration de cours d'eau et de génie écologique (société Chognot) supervise les travaux.

Concernant la boire des Filières, il n'y a pas d'évolution, elle traverse toujours l'emprise de la carrière. Le piquetage en cours de la déviation de la boire des Filières et du chemin rural porte sur les secteurs visés par l'arrêté préfectoral.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Réalisation des travaux préliminaires**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 4.1.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réalisation des travaux préliminaires

**Prescription contrôlée :**

Lorsque les travaux, pour l'exploitation, mentionnés aux articles 4.1.1 à 4.1.5 sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet. Cette information est accompagnée des justificatifs de réalisation des aménagements.

Le plan de gestion des déchets d'extraction prévu à l'article 6.7.5, mis à jour, est joint à cette information.

**Constats :**

L'ensemble des travaux préliminaires à l'extension n'est pas achevé. Les clôtures et l'affichage sont à finaliser.

L'exploitant a signalé une difficulté (contentieux avec le propriétaire) concernant le bornage de la parcelle A752 enclavée au sein de l'emprise d'extension. Le panneau au niveau de l'accès au site a été mis à jour, l'accès est inchangé.

L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il doit informer le préfet de l'achèvement des travaux préliminaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 2.3.1

**Thème(s) :** Autre, Plan d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.

**Constats :**

<p>Après l’inspection, il a été constaté que la trame parcellaire figurant sur le plan d’exploitation daté du 28/06/2024, communiqué par l’exploitant, présente des anomalies. Il est notamment constaté un décalage important de la trame parcellaire au sud du site.</p> <p>D’après ce plan, la limite sud du site arriverait jusqu’à la limite nord de la parcelle A1778 alors que, comme constaté in-situ, la voie de circulation se trouve entre les 2 limites et elles sont distantes d’à peu près 15 m au moins.</p>
<p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p>L’exploitant doit mettre à jour son plan pour permettre de localiser correctement l’emprise des installations par rapport au parcellaire. L’exploitant doit fournir à l’inspection des installations classées un plan actualisé en conséquence.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l’exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 4 : Front d’exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 4.2.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Front d’exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L’extraction est réalisée par fronts successifs d’au plus 15 m de hauteur, séparés par des banquettes résiduelles d’au moins 5 m de large, dans l’excavation historique (secteur antérieur à l’extension, objet du présent arrêté).</p> <p>Le fruit des talus dans le calcaire n’excède en aucun cas 80° en moyenne sur l’horizontale.</p> <p>Les fronts de taille arrivés en position ultime au cours de l’exploitation sont immédiatement purgés et rectifiés et la banquette de largeur adaptée est maintenue entre les paliers.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L’extraction est en cours au niveau du front sud, entre la faille schisteuse et le concasseur primaire, au-dessus de la piste d’accès à cet équipement. L’exploitant reprend le profil de la paroi par des fronts successifs d’au plus 15 m de hauteur, séparés par des banquettes résiduelles d’au moins 5 m de large.</p> <p>Compte tenu de la configuration exiguë de l’excavation et de la présence de la faille schisteuse, l’exploitant a indiqué qu’une partie de la paroi sud ne pourra pas être retravaillée pour élargir les banquettes résiduelles à 5 m. C’est en particulier le cas à l’aplomb de la faille schisteuse ou toute intervention est proscrite ainsi que sur des secteurs inférieurs (sous la piste d’accès au concasseur primaire).</p> <p>Le chef de carrière a indiqué que les fronts de taille sont purgés à l’avancement et a présenté un registre des purges renseigné.</p>
<p><b>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</b></p>
<p>L’exploitant doit porter à la connaissance du préfet (cf. article R.181-46 du Code de l’environnement) avec les éléments d’appréciation (étude de stabilité actualisée notamment), les modifications qu’il envisage concernant la configuration finale de la paroi sud (largeur des banquettes résiduelles et profil de la paroi finale en particulier).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d’action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 5 : Extraction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.1.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les <b>bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation</b> ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. La bande de terrain ainsi constituée au regard des dispositions précédentes ne fait l'objet d'aucune extraction. [...]
<b>Constats :</b>  Au niveau du secteur sud visité, les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation (sous réserve de la mise à jour du plan sollicitée au point de contrôle n°3) ainsi que de la clôture complémentaire faite en limite d'emprise suite à l'effondrement de la faille schisteuse. La bande de terrain ainsi constituée au regard des dispositions précédentes ne fait l'objet d'aucune extraction. L'usage de la piste de circulation présente est condamné.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose en permanence des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site. Ce plan est daté et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne disposait pas d'un document permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Une fiche de données de sécurité d'un produit (huile moteur, Star Max 10W-3) a été communiquée à l'inspection des installations classées après l'inspection. L'exploitant ne tenait pas à la disposition de l'inspection des installations classées, un plan des stockages indiquant la nature et la quantité maximale des produits dangereux stockés sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

## N° 7 : Surveillance géotechnique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance géotechnique
<b>Prescription contrôlée :</b>

Outre les mesures de surveillance édictées notamment aux articles 4.2.6.2, les zones de travail (dont de remblayage) font l'objet d'une surveillance régulièrement avant la reprise et après la cessation des travaux, et tout particulièrement après les périodes de fortes pluies, de gel, de crue ou les reprises après arrêt de travail prolongé.

En cas d'identification d'un risque de chutes ou de mouvement de matériaux ou de terrain, l'exploitant détermine et met en œuvre les dispositions adaptées (interdiction d'accès, purge, comblement, rectification, piège à cailloux,...).

**Constats :**

Le chef de carrière a indiqué parcourir le site à sa prise de poste tous les jours et effectuer, dans le cadre de sa fonction, une surveillance quotidienne des parois, notamment après des périodes pluvieuses ou de gel. Il a rappelé que les parois étaient purgées à l'avancement. Il n'existe pas d'élément de traçabilité de cette surveillance quotidienne qui selon l'exploitant fait partie des attributions usuelles du chef de carrière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Étude de stabilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Étude de stabilité

**Prescription contrôlée :**

En tant que de besoin et au moins tous les 5 ans, l'exploitant actualise et complète l'étude de stabilité annexée à l'étude d'impact figurant dans sa demande d'autorisation d'exploiter susvisée, notamment en cas d'évolution par rapport à la situation prise en compte par aux études antérieures (mouvement de terrain, discontinuités, fracturations, ...). Un volet de cette étude porte sur la faille schisteuse, objet de la surveillance prévue à l'article 5.3.4 du présent arrêté.

Cette étude est actualisée dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant tient l'étude à jour, à la disposition de l'inspection des installations classées et prend en compte ses préconisations.

L'étude de stabilité complète du site est actualisée préalablement à la mise à l'arrêt définitif de l'installation, afin d'en tenir compte.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas actualisé l'étude de stabilité du gisement alors que cela est prescrit dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification de l'autorisation d'exploiter.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se mettre en conformité et actualiser l'étude de stabilité annexée à l'étude d'impact figurant dans sa demande d'autorisation d'exploiter. Un volet de cette étude doit porter sur la faille schisteuse, objet de la surveillance prévue à l'article 5.3.4 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter.

Postérieurement à l'inspection, par courriel du 08/11/2024, l'exploitant a communiqué à l'inspection des installations classées un devis (de la société Oolite) relatif à l'actualisation de l'étude de stabilité des fronts de la carrière. Ce devis, non signé de l'exploitant, indique une intervention du prestataire courant novembre 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois



## N° 9 : Surveillance particulière du couloir de la faille schisteuse

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/04/2024, article 5.3.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Surveillance particulière du couloir de la faille schisteuse

**Prescription contrôlée :**

Surveillance particulière du couloir de la faille schisteuse présente au sud de la carrière

Sans préjudice des dispositions mises en œuvre par l'exploitant pour assurer la protection des travailleurs, le couloir de la faille schisteuse présente au niveau de la paroi sud de la carrière fait l'objet d'une surveillance spécifique accrue telle que déterminée par les études spécifiques menées suites aux éboulements de schistes observés. Cette surveillance comprend notamment :

- un système de mesure par station totale topométrique de précision (théodolite ou équivalent), qui permet de mesurer le déplacement de cibles représentatives de la déformation de la paroi, avec une précision millimétrique ;
- un ensemble de capteurs (extensomètre et inclinomètre) mesurant localement les déformations ;
- un piézomètre et un inclinomètre en forage au niveau de la piste supérieure (piste 1), mesurant les mouvements au niveau de la surface de glissement et les variations de niveau d'eau.
- un pluviomètre automatisé ;
- une caméra permettant la vision de l'état global de la paroi et des ouvrages de protection.
- une caméra, afin de visualiser le remplissage en éboulis en arrière de l'ouvrage de protection.

Les capteurs constituant le dispositif retransmettent leurs données en quasi continu vers une plateforme dédiée. L'exploitant de la carrière et les intervenants concernés (maître d'œuvre et opérateur du système de surveillance) fixent les critères de déclenchement d'alertes et d'alarmes telles que précisées dans l'étude susmentionnée.

Ces alertes et alarmes (y compris pour indiquer une défaillance du système de surveillance) peuvent provenir soit des centrales d'acquisition in-situ, soit de la plateforme dédiée. L'exploitant de la carrière en est immédiatement informé, 24h/24.

Le dispositif de surveillance dont la chaîne d'alerte et alarme sont vérifiés et testés régulièrement et au moins une fois par an.

L'exploitant définit et met en place une procédure en concertation avec le gestionnaire de la route des Garennes (au sud de la carrière) afin qu'en cas d'alerte ou d'alarme le nécessitant (notamment en cas d'apparition de signes précurseurs d'une potentielle extension de l'éboulement), des dispositions adaptées permettent la sécurisation de cette voie et garantissent la sécurité de ses usagers.

La procédure prévoit les modalités permettant de lever le doute et du dispositif de sécurisation.

La mise en œuvre de ces dispositions est testée au moins une fois par an avec le gestionnaire de la voie.

La procédure et les justificatifs de la réalisation des tests annuels sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant informe l'inspection des installations classées dès qu'il a connaissance d'une alerte ou alarme avec les éléments d'appréciation ad'hoc de la situation, de ce qui est envisagé. Cette information, qui intervient dans les 24 h doit être complétée, s'il y a lieu, par un exposé des mesures à mettre en œuvre pour assurer la continuité de la sécurité.

**Constats :**

Le couloir de la faille schisteuse en partie effondrée de la paroi sud de la carrière fait l'objet d'une surveillance spécifique. Il a été constaté que cette surveillance comprend :

- un système de mesure par une station topométrique (théodolite ou équivalent), qui permet de mesurer le déplacement de cibles représentatives de la déformation positionnées sur la paroi. La précision du système n'a pas été examinée lors de l'inspection ;
- un ensemble de capteurs (extensomètre et inclinomètre) mesurant localement les



déformations ;

- un piézomètre et un inclinomètre en forage au niveau de la piste supérieure (piste 1), mesurant les mouvements au niveau de la surface de glissement et les variations de niveau d'eau ;
- un pluviomètre automatisé ;
- une caméra, afin de visualiser le remplissage en éboulis en arrière de l'ouvrage de protection.

Il n'a pas été constaté de présence d'une seconde caméra permettant la vision de l'état global de la paroi et des ouvrages de protection.

Les capteurs constituant le dispositif retransmettent leurs données en quasi continu vers une plateforme dédiée. L'exploitant et les intervenants concernés (société Géolithe) ont fixé les critères de déclenchement d'alertes et d'alarmes prévues.

L'exploitant de la carrière a indiqué en être informé 24h/24.

Ces alertes et alarmes peuvent provenir soit des centrales d'acquisition in-situ, soit de la plateforme dédiée (via Géolithe).

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'information justifiant qu'il est informé (alerte ou alarme) en cas de défaillance du système de surveillance.

Selon l'exploitant, le dispositif de surveillance, qui a moins d'un an, dont la chaîne d'alerte et alarme peuvent être vérifiés et testés via l'envoi d'un SMS à un numéro dédié qui simule une alerte ou alarme. Un essai a été fait lors de l'inspection, les feux de circulation placés de part et d'autre de la piste sont passés au rouge (vu côté concasseur). Le chef de carrière n'a toutefois reçu aucun appel. Contactée par téléphone lors de l'inspection, une personne de la société Géolithe a indiqué que l'envoi de ce SMS permettait le contrôle de la chaîne d'alerte et d'alarme.

Compte tenu de la difficulté d'appréciation de la réalité de ce contrôle par l'inspection des installations classées, à notre demande, la société Géolithe a évoqué la possibilité d'agir in-situ sur un des extensomètres pour réaliser un contrôle du déclenchement des alertes et alarmes.

L'exploitant n'a pas encore défini et mis en place une procédure en concertation avec le gestionnaire de la route des Garennes (au sud de la carrière) afin qu'en cas d'alerte ou d'alarme, des dispositions adaptées permettent la sécurisation de cette voie. L'exploitant a précisé qu'un rendez-vous avec la direction des services techniques de la commune d'Orée d'Anjou avait été sollicité en juin/juillet 2024, notamment concernant cet aspect.

De fait, il n'a pas encore été fait de test annuel (rappelons que l'arrêté préfectoral à moins d'un an).

Il n'y a pas eu de situation nécessitant l'information de l'inspection des installations classées.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit se mettre en conformité avec les dispositions de cet article notamment en ajoutant une caméra au dispositif de surveillance et en mettant en place la procédure prévue avec le gestionnaire de la voie passant au sud du site.

En complément, l'exploitant doit justifier comment il est informé (alerte ou alarme) en cas de défaillance du système de surveillance. En outre, sans préjudice de l'assurance de la sécurité des travailleurs, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'améliorer les modalités de la vérification et du test régulier du dispositif de surveillance et de la chaîne d'alerte et alarme. Le simple envoi d'un SMS, sans retour, apparaît perfectible à l'inspection des installations classées. L'exploitant justifiera également de la précision du système mis en place.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 2 mois